



Le conseiller spécial Robert Mueller remet son rapport d'enquête sur la Russie

Par [Kevin Reed](#)

Mondialisation.ca, 25 mars 2019

[wsws.org](#) 23 mars 2019

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [Élections USA](#)

Le conseiller juridique spécial Robert Mueller a remis vendredi soir au procureur général William Barr un rapport qui vient conclure 22 mois d'enquête sur l'ingérence présumée de la Russie dans les élections américaines de 2016. Aucun détail sur le contenu du rapport n'a encore été rendu public.

Barr en a avisé, dans une lettre officielle du Département de la Justice, les leaders et membres influents des commissions judiciaires de la Chambre et du Sénat, les démocrates Jerrold Nadler et Dianne Feinstein, et les républicains Lindsey Graham et Doug Collins. Barr a écrit qu'il était en train d'examiner le rapport confidentiel et qu'il «pourrait être en mesure de [leur] communiquer les principales conclusions du conseiller spécial dès ce week-end».

Le règlement sur les conseillers juridiques spéciaux veut que le procureur général avise le Congrès de toute mesure proposée dans le rapport Mueller à laquelle il opposerait son veto pour être «tellement inappropriée ou injustifiée en vertu des pratiques ministérielles établies qu'elle ne devrait pas être envisagée». Barr a écrit que de tels cas ne se présentaient pas dans l'enquête de Mueller.

La loi sur les conseillers spéciaux donne également au procureur général Barr le pouvoir discrétionnaire de déterminer ce qui dans le rapport sera communiquée au Congrès et au public. Il a écrit qu'il s'était «engagé à faire preuve de la plus grande transparence possible» et qu'il prendrait cette décision au cours de son examen.

Peu de temps après que Mueller eut présenté ses observations, NBC News a rapporté qu'un haut fonctionnaire anonyme du ministère de la Justice avait confirmé que l'enquête n'avait produit aucun acte d'accusation scellé ou autre. Cela signifie que personne de la campagne Trump n'a été ou ne sera accusé d'avoir commis un acte criminel conjointement avec la Russie.

Le démocrate Adam Schiff, président de la Commission du renseignement de la Chambre, a rejeté les allégations qu'aucune autre inculpation ne serait prononcée. Il a affirmé à CNN qu'il convoquerait Mueller devant un panel de la Chambre pour des questions, montrant que le conflit interne entre les différentes fractions de l'establishment au pouvoir n'est pas terminé.

Tout au long de l'enquête Mueller, le Parti démocrate a conduit une campagne sans fin d'accusations non fondées de type McCarthy laissant entendre que la campagne Trump

était de connivence avec les Russes pendant les élections de 2016. Ils ont même suggéré que l'«ingérence russe» était responsable de la victoire de Trump au Collège électoral.

Si le résultat final de l'enquête Mueller était de confirmer les affirmations sans fin de Trump qu'il n'y avait «pas de collusion», ce serait une débâcle politique pour le Parti démocrate et la fraction de l'appareil militaire et de renseignement qui s'est alignée sur les démocrates dans la campagne contre Trump.

Les personnes les plus proches de Donald Trump à être inculpées - comme George Papadopoulos, Paul Manafort, Michael Flynn et Michael Cohen - ont été accusées de mensonge envers les enquêteurs fédéraux, de fraude fiscale et bancaire dans leurs relations personnelles d'affaires et de violations du financement des campagnes, et non de collusion avec le gouvernement russe ou des entrepreneurs russes.

Les gens inculpés par l'enquête Mueller sur les activités cybernétiques durant l'élection présidentielle de 2016 étaient tous des Russes et non des membres du camp Trump. Même si on accepte que ces inculpations sont justes - elles n'ont été mises à l'épreuve dans aucune procédure judiciaire et ne le seront pas - les 13 ressortissants et les trois organisations russes accusés de «guerre de l'information» dans l'élection de 2016 se livraient à des activités en ligne ayant un impact minimal ou nul sur le résultat du vote.

De plus, ni les hommes d'affaire russes ni les 12 agents de renseignement russes présumés, inculpés pour avoir piraté les serveurs du Comité national démocrate avant l'élection, n'ont été mis directement en relation avec qui que ce soit de la campagne Trump ou à la Maison-Blanche.

Dans la mesure où les détails du rapport Mueller seront rendus publics, ils montreront certainement la gravité des attaques portées contre la démocratie par l'establishment politique américain et ses tendances à l'autoritarisme. Parmi les sous-produits de la campagne sur l'«ingérence russe» au centre de l'enquête Mueller, il y a eu une campagne permanente pour la censure en ligne de la part des deux partis capitalistes, des services de renseignement et de l'industrie de la technologie Internet sous prétexte de combattre les «fausses nouvelles» et la «désinformation».

Kevin Reed

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 23 mars 2019

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Kevin Reed](http://KevinReed.com), wsws.org, 2019

Articles Par : [Kevin Reed](http://KevinReed.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca